

## **Revue de presse du 24 mars 2016**

### **Action contamination mineurs lorrains CFDT**

#### **Les audiences au CPH sur les télévisions locales:**

- TV8 du 22 mars 2016 (à partir de 6' 32 ") : « On ne vient pas pour voler, rien, mais qu'on soit reconnus » : <http://tv8.fr/VOD/Tv8-infos/22032016-TV8-Infos-NCpu6l6LlZ.html>

- TV8 du 23 mars 2016 (à partir de 6' 47") : « Une audience hors norme » : <http://tv8.fr/VOD/Tv8-infos/23032016-TV8-Infos-LswOmAQoNe.html>

#### **D'anciens mineurs réclament réparation pour « préjudice d'anxiété »**

La croix FRANÇOISE MARMOUYET, le 23/03/2016

Le conseil des prud'hommes de Forbach examine à partir de mercredi 23 mars 834 dossiers de mineurs de charbon lorrains qui demandent depuis des années la reconnaissance de leur préjudice d'anxiété.



Jean-Paul Tessonniere et Cedric de Romanet, avocats des mineurs, plaident « le préjudice d'anxiété », à Forbach, le 23 mars 2016. / Jean-Christophe Verhaegen/AFP

Ces ex-salariés des mines de houille de Moselle-Est ont été exposés pendant des années à des produits dangereux, dont certains sont des cancérogènes avérés. Face au risque de développer des maladies professionnelles, ils veulent se voir reconnaître un « préjudice d'anxiété ». Les premières plaintes ont été déposées en 2013. Les demandes oscillent entre 6 000 et 40 000 € par dossier.

## Que sait-on des pathologies de la mine ?

Les anciens salariés des mines de houille de Moselle-Est ont été en contact, tout au long de leur carrière, avec des produits toxiques. *« Il y avait l'amiante, bien sûr, mais aussi quantité de solvants et d'huiles que nous utilisions au quotidien. Après la dissolution du conglomerat Charbonnages de France fin 2007, on a pu identifier nombre de ces composés, dont par exemple le trichloréthylène, qui est un cancérigène avéré »*, expliquait François Dosso, délégué CFDT des mineurs de Freyming Merlebach (Moselle), en 2013.

Depuis des années, d'anciens mineurs développent ainsi des pathologies lourdes comme des cancers du poumon, de la vessie ou du rein. Les Houillères ont été condamnés plusieurs fois pour faute inexcusable dans des cas de cancers liés à ces produits.

## Que réclament les plaignants ?

Aujourd'hui, ce sont les anciens ouvriers apparemment indemnes, mais craignant de développer à leur tour un cancer, qui font appel à la justice. Ils veulent faire valoir leur « préjudice d'anxiété », à l'instar de Daniel Zöllner, 49 ans. Pendant plus de 25 ans, ce retraité des Houillères a manipulé sans le savoir des produits dangereux.

*« J'apprends régulièrement que tel ou tel ancien camarade est atteint d'un cancer. Je suis en bonne santé et j'essaie de ne pas y penser mais j'angoisse et je me dis parfois que je pourrais être le prochain sur la liste »*, expliquait-il.

## Est-ce une première ?

Le préjudice d'anxiété pour des salariés non malades, mais qui avaient été exposés à des produits cancérigènes au travail, a déjà été reconnu en France à de multiples reprises. Mais uniquement pour le cas spécifique des travailleurs de l'amiante. En mai 2010, la Cour de cassation avait reconnu ce préjudice, qualifiant même cette forme de sursis d'« *amputation* » de l'avenir des travailleurs concernés.

*« La nouveauté, c'est que précisément on sort de cette catégorie »*, soulignait M<sup>e</sup> Jean-Paul Teissonnière, le principal avocat des mineurs, en 2013. Celui-ci a l'intention de « *faire pour eux ce que l'on a fait pour les travailleurs de l'amiante, en demandant que les houillères soient condamnées à verser des dommages et intérêts au titre du préjudice d'anxiété, en raison du non-respect de leurs obligations de sécurité à l'égard des salariés* ».

FRANÇOISE MARMOUYET

## Forbach : l'ancien patron des Charbonnages nie toute intoxication des mineurs

23/03/2016

Le bras de fer est tendu et sans concession au conseil des prud'hommes de Forbach lors d'un procès exceptionnellement décentralisé à l'Hôtel de Ville. Sur deux jours, 834 anciens mineurs de charbon réclament réparation du préjudice d'anxiété pour avoir été, selon eux et leurs avocats, exposés à « de multiples produits toxiques et cancérogènes au travail ». Les demandes d'indemnisation oscillent entre 6 000 et 40 000 €, 30 000 € en moyenne. En face des retraités des houillères, l'ancien employeur se défend pied à pied et nie toute faute.

Me Cédric de Romanet, spécialiste de la santé au travail, a plaidé le premier ce mercredi matin en faveur des gueules noires : « Les conditions de travail à la mine étaient dangereuses, voire

délétères. L'ampleur des expositions à des toxiques entraîne une anxiété provoquée par le risque psychologique d'être atteint d'une pathologie grave ».

### **« Matériel de protection inefficace »**

L'avocat du cabinet parisien Teissonnière livre des statistiques : « Sur les 800 demandeurs de la procédure, 77 ont développé une maladie depuis 2013, soit 10 %. Il y a dix cancers différents : bronchopulmonaire, leucémie, vessie, mélanome, rein... Sur les 800 demandeurs, toujours depuis 2013, 20 sont décédés également, dont trois de maladies professionnelles reconnues ». Me de Romanet martèle que l'employeur n'a pas rempli son devoir de protection : « Le matériel de sécurité est arrivé très tard et était parfaitement insuffisant, inefficace. Comme ces masques de poussière inadaptés au travail au fond ».

### **L'amiante ? C'est bénin pour l'ancien patron**

Daniel Cadoux, ancien PdG de Charbonnages de France (CdF), se défend en personne à la barre. Avec fougue et provocation, cet ancien préfet considère comme « abusives » les réclamations indemnitaires des mineurs.

Cet énarque au verbe haut qualifie de « malveillante et insultante », la description des conditions de travail offerte par les avocats de la partie adverse. « La mine, ce n'était pas un univers impitoyable. L'entreprise aurait joué avec la vie des salariés ? C'est faux. Pourquoi le pays devrait-il donner 30 000 € à cette minorité de mineurs qui se déclarent anxieux ? Anxieux, on l'est tous. Ils n'ont aucune preuve de ce qu'ils avancent. Ils racontent, au final, n'importe quoi », lance Daniel Cadoux. Il affirme même que les « atteintes pathologiques dues à l'amiante sont bénignes ». Remous dans la salle d'audience. Me Françoise Mertz, avocate de CdF, s'est empressée de contredire l'ancien patron en rappelant les propriétés nocives avérées de l'amiante. Elle n'en a pas moins estimé que « le préjudice des mineurs n'existe pas. La peur d'être malade n'est pas indemnisable. Il n'y a pas de catastrophe sanitaire ».

### **« Moi, je vois les mineurs mourir »**

François Dosso, qui consacre sa vie à la question des maladies professionnelles à la CFDT, assure qu'il dispose de 2400 témoins des expositions toxiques : « L'exposition est réelle. M. Cadoux dit, c'est bénin. Moi, les mineurs, je les vois tomber malade, je vois leurs yeux sans vie et leur bouteille à oxygène. Je les vois mourir. Je connais leur veuve ». Quelques rangs derrière, dans le public, une femme essuie une larme.

Le jugement est mis en délibéré au 30 juin prochain pour les 300 premiers dossiers.

Stéphane MAZZUCOTELLI.

## Préjudice d'anxiété : le face à face tendu des mineurs lorrain et du liquidateur des Charbonnages

Par Rachel Noel, [France Bleu Lorraine Nord](#), [France Bleu Sud Lorraine](#) et [France Bleu](#) mercredi 23 mars 2016



Examen des dossiers des mineurs pour préjudice d'anxiété à Forbach © Maxppp - PHOTOPQR/LE REPUBLICAIN LORRAIN

L'examen de la demande des mineurs de charbon de Moselle Est s'est ouvert mercredi 23 mars devant le conseil de prud'hommes de Forbach. 834 mineurs de charbon demandent la reconnaissance de leur préjudice d'anxiété, c'est à dire la peur de voir se développer une maladie professionnelle.

Les dossiers de 834 mineurs de charbon qui travaillaient pour les HBL, les Houillères des Bassins de Lorraine sont examinés depuis mercredi 23 mars par le tribunal des prud'hommes de Forbach. Les mineurs réclament que soit reconnu leur préjudice d'anxiété. C'est le liquidateur de Charbonnages de France qui doit se défendre car les HBL ont été dissous en décembre 2007. La salle des Congrès de l'Hôtel de ville de Forbach a été spécialement aménagée pour recevoir tout le monde sur trois demi-journées.

### ***Le choc de deux mondes.***

Des mineurs, il y en a à perte de vue dans la salle souterraine de l'Hôtel de ville de Forbach. Seules leurs quintes de toux rythment l'audience dans cette salle couleur moutarde, éclairée par des soupirails. La consigne de début d'audience, de rester calme et de ne pas réagir a été donnée par un militant de la CFDT. Mais les mineurs ont bien du mal à la respecter devant l'argumentaire du liquidateur et des avocats de Charbonnages de France.

La peur n'est pas indemnisable dit l'avocat des Charbonnages, la Cour de cassation l'a dit en février dernier. Quant aux mesures de sécurité et de prévention, c'étaient celles qui s'imposaient. L'avocate des Charbonnages ajoute que certains fumaient, buvaient, et que tout ça a aussi des

effets sur leur santé. Daniel Cadoux, le liquidateur, ex-PDG de Charbonnages de France, fustige une argumentation de bric et de broc, parle de demandes abusives, et sous-entend que l'argent est leur unique moteur. "Les gens qui sont dernière mois, ils ne vont pas mourir plus vite que le reste de la population, et ils nous disent qu'il faut les indemniser. On recherche l'émotion, liée à la mort et à leur métier de mineur, mais c'est une imposture"

### ***L'anxiété c'est réel***

Murmure de réprobation dans les rangs des gueules noires. Les avocats et représentants des mineurs de la CFDT rappellent que vingt plaignants sont morts depuis le début de la procédure, il y a bientôt trois ans et qu'il y a 43 fois plus de risque de développer une maladie professionnelle quand on est mineur.

François Dosso, l'ancien délégué mineur, qui a porté ces dossiers pour la CFDT, martelle que l'anxiété est bien réelle. "Moi les personnes décédées, je les connais, j'ai vu la vie s'éteindre dans leurs yeux. J'ai vu leurs costumes trop grands quand ils étaient en chimiothérapie. J'ai été à leurs enterrements. » La salle entière qui s'est sentit salie quelques instants avant se lâche. Et l'applaudit à tout rompre.

### ***Jurisprudence***

Charbonnages de France réclame que soit appliqué la jurisprudence. La peur n'est pas indemnisable la cour de cassation l'a dit en février 2016. Du côté de la CFDT, on s'appuie aussi sur la jurisprudence, mais celle qui date de février 2015 et qui a reconnu le préjudice d'anxiété pour les mineurs de Longwy.

La dernière audience a lieu jeudi 24 mars au matin. La décision sera rendue le 30 juin

## **Les anciens mineurs des HBL attendent beaucoup de ce procès**

<http://www.radiomelodie.com>

Article du mercredi 23 mars 2016 à 20:20

Les audiences ont démarré aujourd'hui (mercredi), elles se poursuivent demain (jeudi). L'enjeu est capital pour les anciens mineurs : faire reconnaître leur préjudice d'anxiété. Ils sont 834 à avoir déposé des dossiers auprès des prud'hommes.

Aujourd'hui, ils demandent réparation. Eux qui, pendant de longues années, ont été exposés à des produits toxiques cancérigènes. Les précisions de Maître Jean-Paul Teissonnière. Il représente les intérêts des anciens mineurs des HBL.

En moyenne, chaque mineur a été exposé à 11 produits cancérigènes. Des produits dont ils ignoraient les dangers comme l'indique François Dosso, l'ancien militant syndical CFDT.

Charbonnages de France aurait joué avec la vie des mineurs. Des accusations que Daniel Cadoux, le liquidateur des Charbonnages de France, rejette en bloc.

Pour Daniel Cadoux, le liquidateur des Charbonnages de France, la grande majorité des anciens mineurs présents à ce procès n'ont aucune maladie. Il n'y a donc pas lieu de les indemniser.

Depuis le début de la procédure, beaucoup d'anciens mineurs ont vu leur état de santé se détériorer comme l'explique Luc Meichelbeck, le secrétaire régional du syndicat national des mineurs et des personnels du régime minier CFDT.

Aujourd'hui, si les anciens mineurs des HBL demandent la reconnaissance de leur préjudice d'anxiété, c'est parce que la peur de voir se développer une maladie professionnelle est bien réelle. Guy, 69 ans, a travaillé pendant 30 ans dans les mines du Bassin Houiller.

Depuis le début de la procédure, il y a bientôt trois ans, 20 mineurs sont morts. Quand on est mineur, les risques de développer une maladie professionnelle sont multipliés par 40. Il est donc urgent que le préjudice d'anxiété soit reconnu comme l'affirme Louis. Il a travaillé de 1971 à 1998 à la Cokerie de Carling.

La dernière audience se déroule demain matin (jeudi) dans la salle des congrès de l'Hôtel de ville de Forbach. La décision sera rendue dans trois mois, le 30 juin prochain.

## **Préjudice d'anxiété des mineurs: 834 dossiers devant les prud'hommes**

<http://www.leparisien.fr> et le <http://www.leberry.fr> et <http://www.journaldunet.com>

23 mars 2016

C'est dans une ambiance tendue qu'une juge professionnelle des prud'hommes a entamé jeudi dans une salle bondée de Forbach (Moselle) l'examen de 834 dossiers de "gueules noires", qui demandent la reconnaissance de leur préjudice d'anxiété pour l'exposition à des substances cancérogènes.

Installés dans une salle spéciale au sous-sol de la mairie de Forbach (Moselle), quelque 500 anciens mineurs sont venus assister à cette audience hors-norme, rythmée par leurs quintes de toux.

Ils peinent à garder le silence lorsque le liquidateur de Charbonnage de France (CDF), Daniel Cadoux, fustige à la barre une "argumentation de bric et de broc".

Les murmures enflent lorsque l'avocate de la défense, Me Françoise Mertz, évoque leurs "prédispositions personnelles" au développement des maladies : tabac, alcool...

### **- "L'anxiété, c'est réel" –**

"Nous avons en face de nous des élites de la nation, des énarques, des corps des mines. Ce sont des gens qui ne font jamais d'erreurs", ironise le suivant à la barre, François Dosso, militant CFDT et bras armé du syndicat dans ce dossier.

"L'anxiété, c'est réel", martèle M. Dosso. "On vit entre nous, on n'a pas besoin de lire le journal pour savoir que le voisin est mort, ni de quoi il est mort".

Vingt personnes qui avaient déposé des dossiers sont mortes depuis le début de la procédure, en 2013.

"Notre combat, c'est que notre exposition soit reconnue, que nos maladies soient reconnues, que nos veuves puissent faire reconnaître nos maladies", ajoute le délégué syndical. Les demandes oscillent entre 6.000 et 40.000 euros par dossier.

"Pourquoi on demande une indemnisation ? Parce qu'on n'est pas dans la loi du talion. On ne demande pas qu'à chaque fois qu'un mineur meurt, on tue un patron", pique-t-il sous les applaudissements de la salle, rapidement rappelée à l'ordre par la juge départiteur.

Entourée de 4 conseillers prud'homaux, la magistrate tient l'audience d'une main ferme, minuant les interventions des uns et des autres.

### ***- Jurisprudence -***

Les débats, qui doivent durer jusqu'à jeudi soir, vont également tourner autour d'une jurisprudence de la cour de Cassation qui, en février 2016, a estimé que travailler dans l'amiante ne constitue pas nécessairement un préjudice d'anxiété.

"L'anxiété, c'est le propre de la condition humaine", ajoute, à la pause de midi, le liquidateur, accusant les mineurs de jouer "sur l'émotion en parlant de la mort".

"On nous prend pour des malpropres", bondit Casimir Zajackowski, 58 ans dont 27 au fond de la mine. "Il n'y a aucun respect pour nous. Qu'ils défendent, soit, c'est leur métier, mais là c'est une insulte, pour nous et les camarades qui sont morts", enrage ce mineur dont le père est mort de la silicose, et pour qui l'anxiété est bien réelle.

"J'ai une bronchite chronique, une prothèse au genou à cause d'un accident du travail, des problèmes respiratoires, et on voit les autres..."

"On ne le fait pas pour le pognon. On le fait pour qu'il soit reconnu que l'on travaillait avec des produits dangereux", renchérit Jean-Paul Monper, 58 ans dont 25 à la carrière de Freyming. "Quand je vois tous les mineurs aujourd'hui, toutes les maladies qui se développent dont on ne parlait pas à l'époque: cancer de la gorge, de la vessie... ça fait quand même peur, ça fait quand même réfléchir. Après on se dit: jusqu'à quel degré, toi, tu as été contaminé ?", raconte-t-il.

C'est cette "épée de Damoclès", qui caractérise le préjudice d'anxiété résume Me Jean-Paul Teissonière, qui défend 732 des 834 dossiers.

Selon l'avocat, "on avait la possibilité de faire en sorte que les gens ne soient pas exposés. On ne l'a pas fait, pour faire des économies".

En février 2015, la justice prud'homale avait déjà reconnu pour la première fois à d'autres mineurs lorrains, employés dans des mines de fer, un préjudice d'anxiété face au risque de développer de graves maladies professionnelles. L'ancien exploitant de mines de fer en Lorraine, Lormines, a fait appel de cette décision. Le délibéré est attendu le 30 juin.